



## L'UMP en tête à Epinay



**François FRUGIER**

Conseiller Municipal  
Délégué cantonal UMP

Lors des élections européennes du dimanche 7 juin, les Spinoliens ont placé la liste UMP-Nouveau Centre conduite par Michel Barnier et Rachida Dati en tête avec 19,69 % des suffrages. Je tiens à remercier l'ensemble des électeurs qui ont fait confiance à une liste qui a porté tout au long de la campagne une ambition pour l'Europe, résolument tournée vers l'avenir. Même si certains tentent de minimiser cette victoire, les Spinoliens ont apporté leur soutien aux listes qui ont parlé d'Europe.

Au lendemain de ce scrutin européen, je retiens 3 enseignements.

### 1. L'UMP réalise une belle performance

Après le succès de la Présidence française de l'Union européenne en 2008, les Français ont compris que quand l'Europe parlait d'une seule voix, elle était plus forte pour affronter les défis majeurs de notre planète. En obtenant 5 des 13 sièges, l'UMP est largement en tête en Ile-de-France. Les électeurs ont voté pour une liste qui témoigne de leur volontarisme à changer les choses, et surtout, à trouver des solutions.

### 2. Un vote sanction pour le PS de Mme Scelle-Maury

Les partis politiques qui ont souhaité faire de ce scrutin un référendum contre le Président de la République ou déplacé le débat uniquement sur des enjeux nationaux, se sont trompés. Le PS n'a toujours rien compris, et tant que ses leaders ne penseront qu'à eux et pas aux français, ne proposant aucune solution alternative, il restera dans l'impasse.

C'est également un échec pour les Socialistes spinoliens de Mme Scelle-Maury. Depuis plus d'un an aucune cohérence dans son action, aucune volonté d'améliorer le quotidien des spinoliens n'a été apportée.

Naturellement, les électeurs de gauche se sont retrouvés dans la liste Europe Ecologie qui a défendu ses valeurs. Il serait illusoire de penser que le message des électeurs concerne uniquement la cause écologiste. Mais c'est évidemment un vote sanction adressé à la gauche dont le problème n'est d'ailleurs pas tant son score que son éclatement.

### 3. Une abstention record pour ces élections

C'est une mauvaise nouvelle pour la démocratie et pour l'Europe. C'est l'enseignement majeur de ce scrutin et la première leçon que tous les partis politiques devraient tirer. Nous pouvons regretter que seulement 40 % des électeurs se soient déplacés. Il faudra prouver que l'Europe peut aussi être protectrice et essentiel à notre avenir.

Bien entendu, aucune conclusion définitive ne peut être tirée d'un scrutin où beaucoup d'éléments ont joué. Une fois encore, les électeurs se sont servis des élections européennes pour adresser des messages à la gauche comme à la droite.

**Soutenez l'action de l'UMP à Epinay - Rejoignez-nous**

**e-mail : [contact@ump-epinay.fr](mailto:contact@ump-epinay.fr)**

**[WWW.UMP-EPINAY.FR](http://WWW.UMP-EPINAY.FR)**

## Où est passé Richard Messina, le Conseiller général socialiste du canton d'Epinay-sous-Sénart ?

Depuis qu'il a cédé son siège de Maire de Boussy à son poulain Romain Colas en mars 2008, on ne peut pas dire que sa présence sur le canton soit visible et importante ! Peut-être est-il trop occupé par sa charge de Président de l'Université d'Evry - Val d'Essonne !

Depuis les élections municipales, nous avons eu droit à sa dernière lettre en juin 2008, pour se féliciter des victoires socialistes sur Boussy et Epinay, et depuis plus rien !

Il semble qu'il a été aperçu à Boussy lors de la fête de la science en octobre 2008, où il s'est sans doute fait un devoir de se rendre à une manifestation qui lui a toujours tenu à cœur. Et également lors de la commémoration du 8 mai 1945 le mois dernier, toujours à Boussy. Cela est bien peu.

Par contre, toujours pas de permanence, il est impossible de le rencontrer ! Rien de surprenant, il n'en a réellement jamais fait, mise à part quand il était Maire de Boussy, on pouvait avoir un rendez-vous en Mairie.

Peut-être fait-il correctement son travail en commission ou en réunion de l'Assemblée départementale ? On peut en douter. Il y a quelques mois, le journal *le Parisien* avait fait un inventaire sur la participation des Conseillers généraux de l'Essonne en séances plénières. Et bien, Richard Messina faisait parti des plus mauvais élèves de la classe !

Tout ceci est bien dommage et peu respectueux pour les habitants de notre canton, de la part d'un élu qui a reçu la confiance de 56 % des électeurs en mars 2004 pour un second mandat. Nous attendons autre chose d'un Conseiller général. Il se doit de rendre compte en toute transparence de son travail au Conseil général, des décisions prises pour le canton et d'être présent sur les différentes communes, pour aller à la rencontre de ses habitants ou les recevoir.

**Si Richard Messina n'a plus le temps d'exercer son mandat, ce que nous pouvons comprendre, au vu de la charge qu'il exerce et qui le passionne, qu'il démissionne !**

## La gauche augmente les impôts pour payer ses dettes

**2008 : + 5 %    2009 : + 3,5 %**

**En 2 ans, plus de 30 millions d'euros payés par les Essonnais**

Lors des dernières élections cantonales, la majorité socialiste s'était engagée à ne pas augmenter les impôts. Une fois élue, elle s'est empressée de faire l'inverse : + 5 % en 2008 alors que la situation économique de la France ne semblait pas menacée, que les droits de mutation croissaient régulièrement depuis plusieurs années assurant ainsi des ressources plus importantes au Département.

Un an plus tard, où en est-on ? La crise est arrivée, les droits de mutations se sont tassés et la majorité départementale qui n'avait pas réduit son train de vie ni mis fin à ses tendances dépensières a dû, une nouvelle fois, proposer une augmentation d'impôts payée par tous les Essonnais : la taxe d'habitation + 3,5 %, la taxe foncière bâti et non bâti puis la taxe professionnelle + 5,25 %.

**Au total, c'est près de 10 % d'augmentation d'impôts locaux en un an.** Nous ne pouvons accepter de telles manipulations. Au moment où partout, y compris dans les départements gérés par la gauche, les élus demandent une stabilité fiscale, l'Essonne continue à ponctionner ceux qui habitent, travaillent et entreprennent dans le Département. Nous exigeons un vrai « bouclier social » qui protège les Essonnais de la crise et non « une passoire sociale » qui consiste à prendre quelques millions d'euros de plus dans la poche des Essonnais sans contrepartie réelle en matière de services rendus mais avec toujours plus de communication, toujours plus de « poudre aux yeux ».

En Essonne, ce n'est pas le cas : les impôts servent à payer les dettes contractées pas la gauche, résultat d'une gestion irresponsable qui dure depuis plus de 10 ans.